

IMTÉGRALE

des

rencentres (PTIONS)



u e g n i v c i t r c o g n

t

e

m



Retrouvez le condensé du débat en vidéo sur : https://youtu.be/9PkLEB\_tn3Q

Est-ce possible de concilier .

SOCIAI
et en visonnecketal.

réorienter

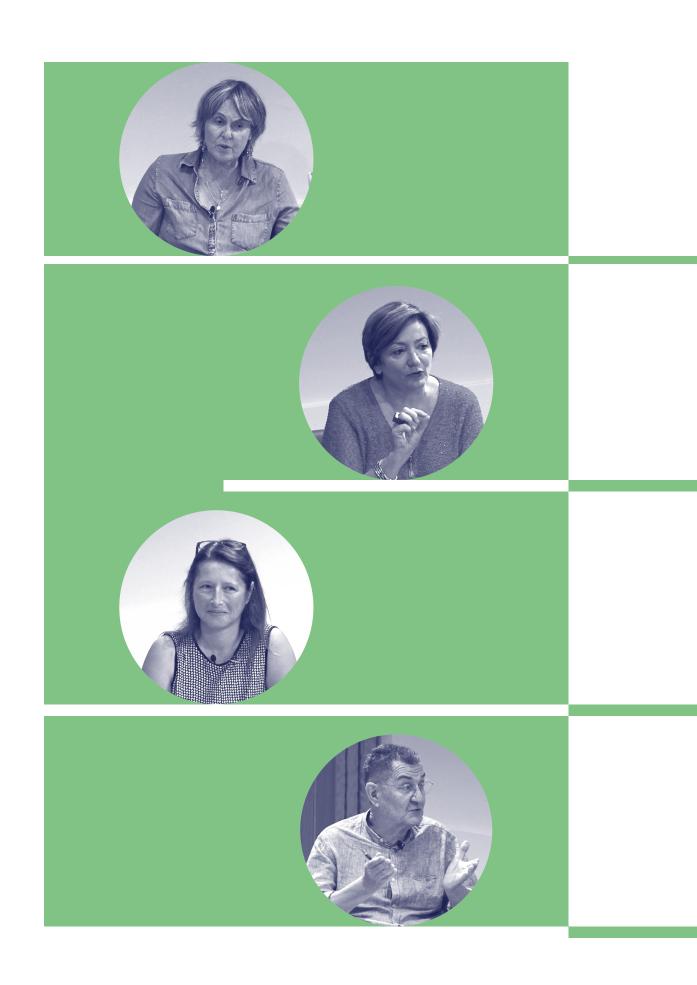
Table ronde n°2.

la production et redonner du sens

1 Humanité



rencentres OTIONS



## Marie-Claire Cailletaud



M-c.c Dirigeante de la CGT en charge de l'Industrie, présidente du groupe CGT au CESE.

## Anne De Béthencourt



Administratrice à la fondation « Pour la Nature et l'Homme ».

## **Fabienne Tatot**



Secrétaire générale de l'OFICT-CGT Équipement et Environnement.



débat animé par :
Pierre Tartakowsky
Rédacteur en chef d'Options.

P.T Lors de ce débat, nous allons essayer d'aller plus en profondeur sur les questions soulevées par la problématique des urgences sociales et environnementales. Pour ce faire, Marie-Claire Cailletaud s'exprimera au nom de la CGT (elle la représente par ailleurs au Conseil économique, social et environnemental). Anne de Béthencourt représentera quant à elle la fondation Nicolas Hulot et abordera le thème de l'économie circulaire comme potentielle réponse aux questions environnementales et sociales actuelles. Nous serons également rejoints par Fabienne Tatot, syndicaliste de l'équipement, un secteur qui est extrêmement concerné par la territorialisation et les transports.

Nous allons évoquer ensemble la chaîne de production de la valeur qui est mondialisée et singulièrement de l'industrie ou plutôt des industries qui, dans le contexte actuel, n'ont pas le beau rôle.

Même si on n'a jamais vu autant de publicités pour des automobiles non polluantes, les industries de l'automobile, de la construction navale, aéronautique et sidérurgique sont, dans l'esprit du public, des industries massivement polluantes, dangereuses dans leur proximité. Il faudrait donc envisager de s'en passer à court terme soit en relocalisant, soit en arrêtant de produire. Un débat existe entre ceux qui disent qu'il faut améliorer les automobiles et ceux qui pensent qu'il faut arrêter d'en produire tout simplement. Pour la confédération générale du travail, c'est un défi absolument colossal : on a pu entendre qu'il n'y avait pas d'opposition mécanique entre l'urgence environnementale et les questions sociales mais dans les faits et à court terme l'opposition est là. Comment est-ce que cette opposition se pose réellement et comment est-ce qu'on peut essayer ensemble de la dépasser?



M-C.C Au contraire, l'industrie fait partie des réponses nécessaires si on veut résoudre les défis environnementaux qui nous sont posés. Pour reprendre rapidement l'état de l'industrie en France : elle est énormément désindustrialisée depuis une trentaine d'années. Aujourd'hui, l'industrie, ce n'est plus que 12 % du PIB alors qu'en Allemagne c'est à peu près le double. Malgré un transfert d'emplois entre l'industrie proprement dite et les services, parce qu'il y a eu une transformation de l'industrie, près de deux millions d'emplois ont été perdus. À quoi cette situation a conduit ? Peut-être à émettre légèrement moins de gaz à effet de serre (je fais ici un lien avec le débat précédent sur les leçons de la crise, l'urgence de changer de modèle). Les émissions de gaz à effet de serre sont une question mondiale qu'il faut regarder au niveau de chaque pays. Chaque pays a des spécificités particulières sur la manière dont il produit

son énergie. En France, il y a deux secteurs principaux émetteurs de gaz à effet de serre, qui sont aussi les plus gros secteurs énergivores et sur lesquels il faut agir en priorité pour répondre aux défis environnementaux qui nous sont posés. Il s'agit en premier lieu de la question des transports, premier secteur de gaz à effet de serre et second secteur consommateur d'énergie. Et deuxièmement, le secteur du logement qui est le second secteur émetteur de gaz à effet de serre et le premier secteur qui consomme de l'énergie.

Pour revenir sur les questions industrielles, en France, nous avons massivement délocalisé la production avec les théories de production sans usine ou de théories de sociétés post industrielles qui ont fait énormément de mal. En réalité, les grands groupes sont simplement allés produire à l'autre bout de la planète parce que des gens peuvent y être exploités. Il faut appeler les choses par leur nom, c'est-à-dire qu'ils les payaient beaucoup plus mal parce que les droits sociaux étaient bien moindres qu'en France et, indépendamment des dégâts environnementaux, les normes environnementales dans des pays comme l'Inde, la Chine ou d'autres sont bien évidemment inférieures à celles qu'on peut obtenir en France grâce aux rapports de force, entre autres, avec l'existence de syndicats. Et lorsqu'on produit à l'autre bout de la planète, il faut rapatrier la production à l'endroit où on la consomme dans des camions, dans des cargos... Et là, nous avons ce qu'on appelle pudiquement des externalités négatives : les émissions de gaz à effet de serre, l'état des routes, les effets ressentis qui ne sont pas du tout comptabilisés dans le produit. L'industrie fait partie des réponses nécessaires si on veut résoudre les défis environ-nementaux qui nous sont posés.

Cela a conduit deux choses: la première c'est que nous avons un déficit structurel de notre balance commerciale puisque nous n'arrivons plus à produire suffisamment par rapport à nos besoins, en tous cas ce que nous consommons (je reviendrai sur cette notion de « besoin »). La deuxième chose c'est que notre empreinte carbone c'est 1,7 fois nos émissions de gaz à effet de serre. Quand on parle justement des défis environnementaux que cela pose et y compris pour toujours faire le lien avec la table ronde précédente, il faut bien parler au niveau mondial, au niveau de la planète: si on réduit ses émissions de gaz à effet de serre c'est pour aller faire produire ailleurs et rapatrier sa production, on va donc avoir des empreintes carbone qui vont augmenter. Il serait préférable de parler en termes d'empreinte carbone plutôt qu'en termes d'émissions de gaz à effet de serre, puisque la délocalisation de l'industrie a conduit à augmenter très fortement l'empreinte carbone en France.

À quoi sommes-nous confrontés aujourd'hui? Nous sommes confrontés justement, si on veut à la fois répondre aux besoins sociaux qui sont posés ici et ailleurs et aux défis environnementaux qui sont extrêmement sérieux... Je ne vais pas revenir sur ce qu'a dit Hervé Le Treut précédem-

ment mais on voit bien que ce sont des questions qui sont extrêmement importantes, et en particulier les questions de réchauffement climatique, qui vont conduire à des désordres géopolitiques extrêmement graves. Je pense par exemple aux migrations massive de populations, et y compris au niveau géopolitique, ce sont des questions de paix dans le monde auxquelles nous sommes confrontés. Ce sont des enjeux extrêmement sérieux. Nous sommes vraiment confrontés à des défis très nouveaux et de très haut niveau.

Se pose alors la question de produire et de consommer autrement et je pense que nous sommes face à un changement de civilisation et que c'est de cette manière-là qu'il faut poser les questions. Pour le dire autrement, la cause écologique et la cause anthropologique sont étroitement liées. Il est nécessaire de discuter aujourd'hui de ce changement de civilisation auquel nous sommes confrontés: comment produisons-nous? Que produisons-nous? Comment et que consommons-nous?

Pour revenir sur les questions industrielles de relocalisation, puisque c'est beaucoup dans le débat aujourd'hui... Effectivement, je soutiens que la transformation du système productif et à juste titre de l'industrie peut amener à être une réponse aux besoins car il est possible de produire autrement. C'est intéressant parce que depuis six mois, la crise du Covid n'a fait que mettre en évidence l'incroyable dépendance de nos chaînes de production à d'autres pays.

Au bout de dix ans, les brevets tombent dans le domaine public donc ce n'est plus rentable et on délocalise ailleurs, en Inde, en Chine, en Asie et ainsi de suite.

Dans la table ronde précédente la question du médicament a été évoquée, et il est vrai que nous avons failli être en rupture de paracétamol, ce qui est quand même quelque chose d'assez incroyable. Un rapport a été demandé au gouvernement. Justement, en juin 2020, le rapport Biot tombait, montrant qu'on est incapable de connaître les goulets d'étranglement : les entreprises privées et a fortiori le service public et l'état ne sont pas capables de prédire des goulets d'étranglement dans les filières de médicaments. C'est tout de même assez extraordinaire d'en être arrivés à ce degré de dépendance. C'est-à-dire qu'en 2008, lorsque Rhodia ferme dans le Roussillon la dernière usine en Europe fabriquant les principes actifs pour faire du paracétamol et qu'elle la délocalise ça en Inde ou en Asie, c'est parce que là-bas on produit le paracétamol un euro de moins que dans le Roussillon. Quand on sait que le principe actif présente 1% du prix du médicament à l'arrivée, on voit bien que nous arrivons à de véritables aberrations industrielles.

Il a eu un rapport au Sénat qui a été fait aussi — je fais une petite incise sur ces questions de médicaments — nous voyons bien que dix ans après environ les molécules ont été mises sur le marché... Alors pourquoi dix ans ? Parce qu'au bout de dix ans, les brevets tombent dans le domaine public donc ce n'est plus rentable et on délocalise ailleurs, en Inde, en Chine, en Asie et ainsi de suite.

Donc là il y a un véritable enjeu de relocalisation industrielle. Lorsque nous parlons de relocalisation industrielle aujourd'hui avec des dirigeants de grands groupes ou avec la nouvelle ministre de l'Industrie, on nous dit « oui mais sur l'échelle de l'Europe ou du Maghreb » parce que ce fameux coût du travail les obsède, alors que nous, nous pensons que c'est vraiment partir dans le mauvais sens que de penser comme ça... Et la ministre de l'Industrie parle plus de diversification industrielle que de relocalisation industrielle. C'est-à-dire continuer de produire en Asie avec peut-être 10 ou 20 % qui sera localisé à un endroit où on pourra activer le moment venu donc... Bien entendu la question n'est pas de vivre en autarcie mais d'arriver à imaginer en France et en Europe quelles sont les filières stratégiques, à quel endroit justement on a cette production et surtout d'avoir une autre manière de produire avec des circuits courts, avec une économie circulaire. La question c'est aussi de savoir ce qu'on produit, c'est-à-dire de produire des objets qui sont durables, qui sont réparables, qui sont interconnectables.

On nous oppose souvent dans le débat qu'on peut faire — entre autres avec des dirigeants d'entreprise ou du MEDEF — « oui mais ça va coûter cher et les gens ne pourront jamais se le payer » : c'est un vrai débat, il y a plusieurs arguments qu'on peut opposer.

D'abord pourquoi ça va coûter cher ? Encore une fois, il faut appeler les choses par leur nom, c'est parce qu'on va exploiter les gens ailleurs. Il y a vrai enjeu, et cela a été abordé dans la table ronde précédente, c'est d'arriver à avoir une harmonisation par le haut des normes sociales et environnementales, des choses sur lesquelles on peut commencer à avancer en Europe, et bien évidemment au niveau mondial. Il y a des organismes comme l'OIT qu'il faudrait renforcer pour travailler sur ces sujets-là. Ça c'est le premier argument. Le deuxième argument c'est que oui, il y a un coût, mais si on prend en compte, dans le coût du produit, tout ce qui coûte réellement c'est-à-dire le prix du carbone qu'il émet, de l'usine, des routes quand c'est rapporté sur des camions, les marées noires quand les cargos déversent des produits dans la mer, toutes les conséquences sur la santé, là déjà on va arriver à des choses qui sont un petit peu plus équivalentes.

Dernière chose, si on produit sur le territoire national et au plus près de l'endroit où on consomme, avec justement des produits durables et réparables, avec de la recherche, avec du recyclage, cela crée des emplois, y compris de haut niveau, avec des gens qu'on va former que l'on pourra augmenter et qui pourront donc avoir un salaire qui leur permettra de s'acheter les objets.

## C'est aussi une question de démocratie SOCIALE dans l'entreprise.

L'enjeu qui nous est opposé aujourd'hui est central parce qu'on parle souvent dans les débats de la réponse aux besoins. L'industrie est là in fine pour répondre aux besoins sociaux et elle doit être capable de répondre à ces besoins sociaux en prenant en compte les défis environnementaux qui sont posés aujourd'hui. Mais je pense que cette question de définition des besoins n'est pas simple et qu'elle renvoie à la question qui est centrale aujourd'hui : l'enjeu démocratique. Qui définit ce dont nous avons besoin ? Qui définit ce que l'on produit, pourquoi on le produit et comment on le produit ? C'est une question démocratique pour toute la société. C'est aussi une question de démocratie, de démocratie sociale dans l'entreprise : comment les salariés peuvent avoir

leur mot à dire sur ce qu'ils produisent, sur comment ils produisent et sur pourquoi ils produisent? Cela nous ramène à la question centrale pour une organisation syndicale comme la CGT, qui est celle du travail, et plus précisément le sens du travail. Nous parlons actuellement très peu du travail. Pour autant, nous entendons beaucoup de salariés dire qu'ils ne trouvent pas de sens à leur travail, ou des personnes d'un certain âge qui sont contentes de partir de l'entreprise parce qu'elles en ont marre, parce qu'elles ne comprennent plus pour quoi elles travaillent, et ce, à tous les niveaux de l'entreprise. Que ce soit la coupure que l'on fait, et qui a de moins en moins de sens, entre le travail manuel et le travail intellectuel, que ce soient des ouvriers, des techniciens et même des ingénieurs et des cadres. Quand on leur demande de faire des travaux, de travailler et de diriger par les nombres, comme dirait Alain Supiot, à partir de tableaux Excel, on perd le sens du travail.

Cette question du travail devient extrêmement centrale avec une transformation anthropologique due à l'arrivée massive des nouvelles technologies dans toutes les industries. Cela va nous amener justement, si on l'utilise de la bonne manière, à augmenter les qualifications de tout le monde pour ne laisser que la part créative du travail, et évidemment avoir des gains de productivité supérieurs qui nous permettront, si on les utilise de manière démocratique, de diminuer le temps de travail et d'avoir le temps de s'occuper d'autre chose. Et là on pourrait reparler de cette proposition qui a été portée dans le cadre de la Convention citoyenne, qui est la seule proposition qui n'ait pas été amenée jusqu'au président de la République, puisque des citoyens se sont un petit peu autocensurés et ne l'ont votée qu'à 35%, mais quand même c'est un débat qui est intéressant et sur lequel il faudrait revenir.

P.T Il faudra absolument y revenir parce que de toute évidence, y compris dans l'approche mondialisée qu'on a de ces questions, l'enjeu démocratique est posé: il y a une convergence très forte par exemple entre tout ce qui est négationnisme de la crise climatique et des enjeux environnementaux par des gouvernements qui sont des gouvernements autoritaires, et qui poussent l'autoritarisme jusqu'à revenir sur la légitimité des institutions, qui sont des institutions héritées du temps des Lumières, de la représentation démocratique, etc. Nous avons donc une convergence entre cette crise sociale, économique et environnementale, et aussi une crise de la représentation démocratique et des fonctionnements démocratiques, dans les entreprises certes, mais aussi dans les rapports entreprises et intérêt général, intérêt général que la crise nous va nous contraindre à redéfinir en termes nouveaux. En attendant, une des questions qui est posée dans tous les champs industriels qui ont été évoqués, c'est celle de la performativité des alternatives. Un peu partout, que ce soit à l'initiative d'organisations syndicales ou de partenaires dans le champ démocratique, il y a des contre-propositions industrielles qui surgissent. C'est le cas dans la sidérurgie, c'est le cas dans l'automobile, autour de l'électrique notamment, c'est le cas dans l'aéronautique avec les moteurs plus économes, c'est le cas dans l'industrie du camionnage, on pourra y revenir. De façon générale, les directions d'entreprise freinent soit en supprimant carrément les moyens qui permettraient de moderniser ou de changer les termes de la production, soit en les ignorant totalement. Qu'est-ce qu'on peut faire pour les porter ces alternatives? Qu'est-ce qu'on peut faire pour les légitimer ? Est-ce que la proposition d'économie circulaire rentre dans ce cadre ? Et comment est-ce qu'on peut la faire vivre ?

A.D B D'abord, je vais commencer pour « mettre l'ambiance » —bienvenue dans le monde de la complexité — par vous dire qu'une solution unique et parfaite demain matin serait quand même un peu compliquée. Ceci dit, je vais rebondir un petit peu sur ce qui a été dit pour en arriver à l'économie circulaire. On n'a aujourd'hui jamais eu autant de conscience sur le fait que le modèle économique tel qu'il est et tel qu'il a été poursuivi jusqu'à maintenant, arrive à terme, on va dire. On ne peut pas lui en vouloir car au moment de la révolution industrielle, ces enjeux d'accès aux ressources n'étaient pas un sujet. On a donc créé ce qu'on appelait une économie linéaire : on extrait, on transforme et on jette. On l'a appelée linéaire plus tard, mais en tout cas c'était le modèle de la révolution industrielle, qui a apporté, disons-le, énormément de confort et énormément d'évolution dans la vie des humains. Même s'il y a encore aujourd'hui évidemment beaucoup de problèmes, on a quand même eu globalement une évolution extrêmement intéressante de notre façon de vivre.

Puis on est arrivé à ce sujet de la raréfaction des ressources et à l'enjeu climatique, dont nous avons aujourd'hui effectivement conscience. On a encore quelques dirigeants — pas que des dirigeants d'ailleurs — qui sont dans ce déni mais malgré tout. Et donc pour faire ce lien, on remet en cause, à partir de faits et non d'idéologie, le fait que le modèle économique tel qu'il est, tel qu'il s'est développé jusqu'à aujourd'hui, arrive à terme

Je voudrais avant de vous parler de l'économie circulaire vous donner trois chiffres pour voir, par rapport à l'économie, où l'on est et d'où on part. En 50 ans, l'extraction des matières premières a triplé. On est passé de 27 milliards de tonnes par an à 92 milliards de tonnes de ressources extraites au niveau mondial. L'utilisation des ressources est en moyenne de 10 tonnes de ressources par an et par habitant. En occident, notre utilisation de ressources est et de 20 tonnes. Et puis puisqu'on parle d'empreinte carbone, rappelons-nous que 70 % des émissions de gaz à effet de serre sont liés à l'extraction, à la fabrication, au transport et à la fin de vie des biens, mais la majorité est due à l'extraction, au transport des matières et à la fin de vie des biens. Ce qui veut dire que finalement, l'usage est une partie mais que globalement si on veut le réduire de façon très schématique, plus on produit de produits neufs plus on consomme, plus on utilise et plus on émet de gaz à effet de serre. On voit donc que ces ordres de grandeur sont énormes.

En 50 ans, l'extraction des matières premières a **triplé.**  Alors on parle d'économie circulaire, et je voudrais juste faire un petit point pour répondre à votre question : est-ce une alternative viable ou pas? Je voudrais juste, sans rentrer dans de grandes définitions, détailler de quoi on parle quand on parle d'économie circulaire. Je vous l'ai dit, on est passé de l'économie linéaire à aujourd'hui une économie que moi j'appellerais l'économie du recyclage, c'est-àdire qu'on continue à extraire, à produire, à consommer et puis on se dit zut, on a quand même beaucoup de déchets: qu'est-ce qu'on peut faire de ces déchets? On a donc développé, et c'est bien, une économie du recyclage qui consiste à s'interroger sur la réduction de la part des déchets et sur la transformation de ces matières qui devraient devenir des déchets, pour leur donner une seconde vie. C'est globalement, dans tous les débats actuels, ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie circulaire. Mais ce n'est pas une économie circulaire, c'est une économie du recyclage et c'est déjà une partie. J'aimerais vous dire que l'économie circulaire telle que j'aimerais qu'on en parle aujourd'hui, si vous en êtes d'accord, ce n'est pas celle-là. L'économie circulaire, c'est celle qui prend la nature comme modèle. Ce n'est pas parce que je viens d'une association environnementale, mais nous avons un modèle devant nous qui est absolument parfait : dans la nature il n'y a pas de déchet. Tout sert à quelque chose, tout est transformé pour devenir quelque chose. Dans l'économie circulaire, il y a des boucles, c'està-dire que si on veut le schématiser, l'enjeu de l'économie circulaire c'est de ne plus avoir de déchets. C'est de ne pas créer une industrie du recyclage qui se nourrit de déchets mais au contraire de garder la valeur de la matière pour qu'elle soit éternellement — disons-le de façon conceptuelle — utilisée. Ça c'est l'idée, et quand on parle d'économie circulaire, ça veut dire qu'on ne peut pas commencer à penser économie circulaire quand on en arrive au constat qu'il y a beaucoup de déchets. Ça veut dire que l'économie circulaire est un changement total de regard et d'intention de ce que l'on va faire. Ca veut dire que l'économie circulaire ou cette alternative que je vous propose au débat, c'est effectivement de changer nos modes de production et nos modes de consommation. C'est-à-dire concevoir des produits qui vont être réparables, réutilisables et désassemblables pour que les matières puissent être réutilisées, et dont l'usage va pouvoir avoir différentes formes : c'est à dire qu'on peut avoir différents usages d'économie servicielle, c'est-à-dire qu'on va utiliser, comme dans la location, des biens plusieurs fois. Donc pour me répéter, l'économie circulaire est une économie qui va créer des boucles, qui va faire que quand on conçoit des biens, donc quand on est au cœur, au démarrage de l'industrie, on conçoit des biens non pas pour devenir des déchets mais pour garder la valeur de la matière.

Je vais vous donner un exemple très parlant, le bâtiment. Il existe depuis

toujours. En général, on conçoit des bâtiments — je vais être un peu abrupte — mais le bâtiment est généralement conçu pour devenir un futur tas de gravats. Quand on doit détruire un bâtiment pour en reconstruire — et pourtant Dieu sait si on essaye aujourd'hui de chercher à réutiliser — on peut au mieux réutiliser 5 %. Vous imaginez que quand on détruit un bâtiment, ce qu'on arrive à en ressortir, ce n'est pas grandchose. Depuis toujours, et encore aujourd'hui, on fabrique des bâtiments qui vont être des futurs tas de gravats, donc des déchets. Les déchets du bâtiment représentent 70 % des déchets en France et ailleurs, avec un accès à la ressource qui est extrêmement faible. Donc on peut essayer de développer du recyclage pour le bâtiment — et il faudra le faire — mais sur 5 %, où mettons-nous notre énergie? Actuellement, ce n'est pas un rêve, on a des bâtiments qui se développent et qui sont prévus pour être démontables, désassemblables et réutilisables, dont la matière est réutilisable. Il y a des expériences qui sont faites, ce n'est pas encore du 100 %, mais on est dans cette idée. Mais ça veut dire qu'il faut travailler dès la conception, et c'est la même chose pour tout.

C'est vraiment le sujet de l'économie circulaire, c'est-à-dire que tant qu'on restera dans un système où on se dit qu'on va créer une économie de la transformation du déchet, on va améliorer les choses à la marge mais on ne changera pas Le bâtiment est générale-ment conçu pour devenir un futur tas de gravats.

Tant qu'on restera dans un système [...] de la transformation du déchet, on va améliorer les choses à la marge mais ON NE changera pas de modèle.

de modèle, et on n'ira pas vers un mode qui nous permettra de répondre à cet enjeu qui est d'abord un enjeu humain. Comment va-t-on vivre demain? Comment nos générations et les générations qui viennent vont arriver à vivre ? Donc l'alternative, à laquelle je crois en tout cas, il serait faux de dire qu'aujourd'hui c'est absolument génial, qu'il y a des modèles d'économie circulaire absolument parfaits et zéro déchet, mais l'intention aujourd'hui, quand on peut démarrer et revoir la relocalisation, ça ne veut pas simplement dire relocaliser la gestion de nos déchets. Ca veut dire — en gros et pour schématiser — que tant qu'on aura une économie qui va créer toujours plus de produits neufs, on n'y arrivera pas. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'industrie! Je crois fondamentalement au fait que l'industrie est une solution, mais pas n'importe quelle industrie, et en tout cas pas l'industrie d'aujourd'hui. Il faut qu'on se dise que pour répondre aux enjeux, si on croit au réchauffement climatique et qu'on se dit que 70 % des émissions de gaz à effet de serre sont dus à l'extraction, au transport des matières et à la fin de vie des produits, alors il faut créer une économie qui crée de l'emploi et qui donne accès à tout le monde aux biens — parce qu'on a besoin de biens évidemment— sans créer de plus en plus de produits neufs. Je sais que c'est provocateur, mais c'est ma contribution au débat, et il y a des solutions pour ça.



## Caroline Blanchot

(Modératrice - membre du bureau de l'Ugict-CGT)

Quelques questions venant des réseaux sociaux :

- quand on parle de répondre aux besoins, ne faut-il pas aussi s'interroger sur ses propres besoins comme par exemple la voiture individuelle pourquoi et en quoi en aurions-nous besoin? Les industries ne créent-elles pas leurs propres besoins?
- Y a-t-il un intérêt général dans une société de classe?

### Deux contributions:

- malgré le déni de nos dirigeants, les pics de production de toutes nos énergies fossiles sont derrière nous ou à peine deux ans devant nous.
- revendication des 32 h, mise en place de la transition écologique, prise en compte des coûts réels comprenant la pollution : les salariés doivent s'emparer de cette question essentielle pour tous dans un monde complexe.

P.T Nature des besoins, y a-t-il un intérêt général et le temps de travail. J'en rajouterai une autre et singulièrement à l'attention de Fabienne : on a vu dans les interventions précédentes qu'il y avait un besoin de rupture que je qualifierais de radical. Il s'agit de changer de mode de production, d'imaginer une nouvelle économie, de changer de mode de consommation, y compris d'ailleurs en étant exigeant sur la qualité des produits et sur leurs coûts... Le gouvernement vient de rétablir dans toute sa légitimité la planification. Faut-il y voir un bon signe à l'aune d'un retour de l'État stratège ? Et cet État stratège est-il l'une des réponses aux questions qui sont posées par ce changement radical qui est désiré par les intervenantes de cette réunion ? Alors la définition des besoins Marie-Claire, je pense que c'est toi qui avais ébauché cette question, peut-être as-tu un élément de réponse, mais vous êtes évidemment toutes les trois invitées à vous exprimer sur la question.

M-C.C le pense que cette question de définition des besoins est un véritable enjeu démocratique sur tous les sujets. On parle par exemple de la voiture : a-t-on besoin de la voiture ? On a besoin de se déplacer! Je ne soutiens pas la politique menée conduisant au fait que l'on ait des libertés restreintes en termes de déplacement. Concernant les voitures et les déplacements, on voit par exemple qu'à l'origine du mouvement des gilets jaunes, il y a cette taxe carbone. Mais pourquoi? Parce que ce sont des gens qui n'ont pas les moyens d'habiter près de leur lieu de travail, donc ils habitent loin, il n'y a pas de transports collectifs, ils ont des vieilles voitures, ils ont parfois des horaires de travail décalés ou fractionnés et sont donc dans l'obligation de prendre une automobile, y compris une automobile qui émet des gaz à effet de serre, et ainsi de suite. On voit donc bien que c'est une question globale, et cette question de définition des enjeux de mobilité — comment on peut se déplacer, comment on développe des transports collectifs qui sont effectivement des transports collectifs qui n'émettent pas de gaz à effet de serre, qui n'émettent pas de particules fines, qui sont compatibles justement avec les défis environnementaux qui sont posées — doivent pouvoir être débattus dans la société, pour pouvoir définir au niveau de la société, ce que sont nos besoins.

Je me souviens d'un débat — je travaille dans le secteur énergétique — qu'on a eu par exemple au moment d'une loi qui a avorté où il était question de définir une température raisonnable dans le logement. Mais comment imaginer que cette température puisse être la même pour tout le monde ? En fonction de l'âge qu'on a, en fonction de la sensibilité qu'on a — j'ai lu des études qui montraient que des personnes de certains pays n'avaient pas les mêmes sensibilités à la chaleur que d'autres — en fonction de l'état de santé, il y a des tas de paramètres qui interviennent. Donc je ne suis pas pour qu'on décide de manière brutale, il faut qu'on puisse débattre démocratiquement des besoins, parce que derrière, ca a des implications sur ce qu'on va produire, comment on va le produire et pourquoi on va le produire. Par exemple, Anne a beaucoup parlé des ressources fossiles de l'extraction. Je voudrais rappeler qu'aujourd'hui, une des questions qui est centrale est celle des métaux stratégiques et des terres rares. Deng Xiaoping disait qu'on n'a pas de pétrole mais qu'on a des terres rares. C'est vrai qu'on parle beaucoup du pétrole, et à juste titre — charbon, pétrole, gaz — mais aujourd'hui les nouvelles technologies tout ce qui est électronique, les énergies renouvelables, les composants des téléphones portables ainsi de suite — nécessitent des métaux stratégiques qui ne sont pas produits en France. Il faut donc les inclure dans le débat.

P.T Je vais passer la parole Anne parce que cette question des besoins est au cœur du débat, et c'est plutôt dynamitant de la logique d'une économie circulaire. Je vais prendre un exemple parmi d'autres, mais prenons l'industrie textile et celle du vêtement. C'est sans aucun doute mondialement une des industries qui produit le plus de déchets de manière cyclique, or elle fonctionne sur la mode essentiellement, en tout cas dans les pays de l'OCDE. La mode et les besoins ne font pas bon ménage, et pour autant, comment combiner les deux? Comment faire en sorte qu'on ne soit pas tous habillés en col mao, comme ça a pu se faire à certaines époques, pour réduire les déchets, ce qui n'a pas marché d'ailleurs? Comment continuer à faire vivre une créativité artistique au sein d'une industrie tout en limitant les déchets?

A.D B La mode est un très bon exemple parce qu'effectivement on parle beaucoup de gaspillage alimentaire, mais le gaspillage textile est — je n'ai plus les chiffres en tête — au moins aussi important en termes de gaspillage et de pollution, puisqu'il y a une pollution terrible avec le textile. Vous parlez de la mode. C'est très intéressant. C'est la même chose pour tous nos biens, ça s'appelle de l'obsolescence esthétique. On ne peut pas la qualifier de programmée mais presque, puisqu'on peut dire que la mode est programmée, mais je suis pour le fait qu'il y ait quand même de l'esthétisme, y compris dans la mode, mais du coup on a une obsolescence esthétique, c'est-à-dire que ça ne nous plaît plus. Comme un téléphone ne nous plait plus parce qu'il n'est plus à la mode, on va le changer. Pour revenir aux besoins, comment on fait? Le sujet c'est comment on fait dès la conception ? C'est-à-dire que si on a conçu des biens comme des vêtements, qui sont certes à la mode — et nous ne sommes pas là pour dire qu'il faut tous revenir au col mao — mais dont le seul usage de la matière derrière est d'être mis en ballots pour brûler et faire de l'énergie, on a un vrai sujet. Si on crée des biens, même s'ils sont esthétiques et même si on a de la mode, mais qu'il v a une réelle conception des produits non polluants et réutilisables à partir de la matière puisqu'aujourd'hui on est dans de la fast fashion et qu'aucun de nos vêtements n'est vraiment réutilisé, vu qu'au bout de trente lavage les fibres sont mortes — s'ils sont conçus différemment, alors peut-être que le bien va avoir une autre utilisation.

Je prends l'exemple d'une entreprise qui a testé la location de chaussures, Bocage pour ne pas la citer. À sa création, son ambition était de proposer un service de location de chaussures et de rechapage de chaussures pour pouvoir les remettre à disposition. L'entreprise pour l'instant est encore dans l'expérimentation et elle va voir, mais comme elle produit en France, elle peut vendre des chaussures, les récupérer parce qu'on les a louées, les refaire complètement, garder la matière et les remettre à disposition en occasion. Ça veut dire qu'on peut garder un effet de mode et avoir une matière qui est réutilisée. Les besoins ne sont donc pas des besoins de fabrication de vêtements ou de mode, les besoins sont comme les voitures pour les déplacements : il s'agit de s'habiller. Ça signifie que la conception de la mode doit être différente dès le départ, pas forcément au niveau esthétique, mais plutôt au niveau de la fabrication.

P.T Cette question des besoins était corrélée à une seconde qui portait sur l'intérêt général. Alors dans nos démocraties historiquement constituées, on a tendance à considérer — enfin plus en France qu'ailleurs — que l'État est garant de l'intérêt général et que donc c'est à lui à un moment donné de se prononcer sur les priorités des besoins, sur le type de réponse qu'on y apporte. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'au cours des dernières décennies, l'État a fait la démonstration qu'il n'était pas exactement dans cette posture ni dans ce rôle. De Lubrizol au néonicotinoïdes, on voit bien que les décisions de l'État sont en fait beaucoup plus inspirées par la défense d'intérêts très particuliers, pas d'ailleurs forcément d'un intérêt du capitalisme global mais d'intérêts particuliers de lobbies constitués, de chiens méchants qui défendent leur niche, on va dire, plutôt que de l'intérêt général. Est ce qu'on peut analyser la remise au premier plan de la planification avec François Bayrou comme une avancée vers une prise en compte sérieuse de l'intérêt général? Quelle réflexion peut-on avoir sur cette notion même d'intérêt général? Et n'estelle est pas violemment bousculée par ce que Marie-Claire a qualifié de révolution anthropologique?

**F.T** À la base, je devais intervenir sur la troisième table ronde car je suis issue du ministère de la Transition écologique, qui est un ministère qui a beaucoup évolué en fonction des époques

pour coller aux besoins d'aménagement du territoire, notamment. Le ministère s'appelle ministère de la Transition écologique, avant c'était le ministère de l'Equipement, et il a un champ de mission très différent, et c'est à ce titre que je participe à cette table ronde.

Par exemple, nous intervenons sur des questions d'aménagement du territoire avec l'urbanisme. sur des questions de construction de logements, donc on aborde aussi cet aspect-là. Je ne vais pas décrire toutes les missions que prend en charge le ministère, mais dans sa forme, le ministère a beaucoup changé puisqu'avant c'est un ministère technique et de production. Aujourd'hui de nouvelles politiques qui sont à l'œuvre font qu'il y a d'autres partenaires qui sont parties prenantes de la réalisation du service public. Je vais essayer de ne pas trop embrouiller les choses, mais je dirais en substance: faut-il lier la notion de service public avec la notion d'intérêt général? Et dans le questionnement qui est précité, il y avait en substance cette question : est-ce que l'intérêt général concerne bien tout le monde ?

J'ai envie de répondre à cette dernière question en disant que l'intérêt général concerne tout le monde, à partir du moment où il répond aux besoins, aux premières nécessités et qu'il ne laisse personne de côté.

# L'intérêt général général concerne tout tout le monde, à partir du moment où il répond aux besoins, aux premières nécessités et qu'il ne laisse personne de côté.

Après, dans son rôle, l'État défend-t-il toujours l'intérêt général et rend-il toujours le service public dont on a besoin? Comme il n'est pas le seul acteur sur ce terrain-là, je pense que la réponse n'est pas très simple, notamment parce qu'avant — je vais peut-être m'éloigner de la réponse que tu attends — j'ai envie de dire, l'État était vraiment celui qui indiquait le chemin à suivre, qui élaborait les lois et dictait un peu les choses, mais aujourd'hui il y a un besoin de démocratie parmi la population, une envie de s'investir dans les sujets, de prendre part aux décisions qui fait que ça ne fonctionne plus du tout comme ça, et, notamment pour les missions dont notre ministère a la charge. Je rappelle que concernant la décision du plan de relance 100 milliards, il y a 30 milliards qui incombent aux missions qui doivent être mises en œuvre par le ministère.

## La forme de l'action publique a changé la question du service public et de l'intérêt général, et je pense que c'est à nous tous de la défendre.

En fait, il y a besoin que cette mise en œuvre soit décidée et élaborée au plus près des territoires. C'est là que les besoins s'expriment, c'est là que les entreprises s'implantent, c'est là qu'il y a des impacts sur le territoire et sur les individus. Mais aujourd'hui, du point de vue mon ministère, ce que l'on peut dire c'est qu'on est plutôt en perte de prise sur ces sujets-là. On va se retrouver notamment avec des ICT qui se plaignent. On a récemment fait une consultation dans laquelle ils se plaignent de ne pas avoir suffisamment de transparence sur les politiques qui sont élaborées, de ne pas assez y participer, et ils perdent progressivement le sens de leur travail. Il y a donc à mon avis besoin de travailler à la fois sur la manière dont sont réalisés les investissements publics, par exemple, parce que dans les 30 milliards, une grosse partie va aller directement aux entreprises, mais se pose alors la question de ce qu'elles vont faire et comment on contrôle ce qu'elles vont faire. C'est là peut-être que le Commissariat au plan a un rôle à jouer, sachant qu'il y avait déjà France stratégie qui existait, donc il faut peut-être regarder de près ce que va faire le nouveau Commissariat au plan. Ce que l'on voit aussi c'est une démarche de la CGT qui progresse, c'est le besoin de faire rentrer la démocratie et toutes les associations dans les lieux de décision et dans la démarche de discussion et de décision, là aussi où sont l'État ou les collectivités territoriales.

La forme de l'action publique a changé la question du service public et de l'intérêt général, et je pense que c'est à nous tous de la défendre. Moins on s'en mêle, plus les intérêts privés peuvent prendre le dessus, d'autant qu'encore une fois parmi les acteurs, il y a beaucoup de sources de lobbying possibles, que ce soit au niveau de la Commission européenne, avec laquelle mon ministère travaille beaucoup, mais aussi d'autres effets peut-être plus ou moins évidents. Par exemple il y a une loi qui a été votée en août 2019, la loi « transformation de la fonction publique », qui favorise la perméabilité entre le public et le privé. Par exemple, la secrétaire générale dans mon ministère est issue de chez Bouygues, donc je pense que ça favorise quelques passerelles, discussions et échanges... Donc l'intérêt général est pour moi toujours présent.

## Caroline Blanchot

(Modératrice - membre du bureau de l'Ugict-CGT)

D'autres questions nous venant des réseaux sociaux :

- des groupes comme Vinci mettent déjà en œuvre dans la construction l'éco-conception et le recyclage. L'économie circulaire est compatible avec le capitalisme dès lors qu'elle est pour lui l'opportunité de nouveaux profits : comment la généraliser au bénéfice des classes populaires ?
- L'État stratège n'est-il pas le règne des technocrates, celui-là même qui nous a entraînés dans les grands programmes productivistes et polluants des trente glorieuses?
- Comment contraindre l'industrie à créer durablement ?
- Comment contraindre l'État à être vraiment un État stratège et à se poser ces questions pour répondre aux besoins ?
- Connaissez-vous l'entreprise Fairphone qui propose un téléphone éthiquement responsable ? Le problème est que le téléphone coûte 450 euros, pour en gros un équivalent à 200 euros sur les téléphones actuels. Comment permettre l'accès à des technologies propres et à des tarifs accessibles ? Est-ce qu'augmenter les salaires ne serait pas une solution pour que la consommation change au profit d'une consommation responsable ?



P.T Faut-il absolument « rompre » avec le capitalisme pour aller vers une solution qui soit socialement et environnementalement compatible ou y a-t-il des intermédiaires? Est-ce qu'on adapte? Faut-il faire du passé table rase? Au motif que l'État stratège a été un état technocrate, faut-il renoncer à une conception stratégique de l'État? Et auquel cas, comment faire? Sait-on faire ou non? Après tout, l'expérience de la ZAD de Nantes a montré un conflit extrêmement riche et compliqué entre l'État, les collectivités locales, une partie de la population et une autre partie de la population. À un moment donné, une décision a été prise : est-ce qu'on s'achemine vers ce type de conflits riche et productif? Ou y a-t-il d'autres méthodes?

Enfin, une question centrale a été reprise par plusieurs intervenants, qui pourrait sans doute être un champ de réflexion pour notre conclusion: comment contraindre? On sent bien que formulé ainsi, il faut de la contrainte pour arriver à des solutions et pas seulement des projets et des convictions. Comment articuler le projet et élargir les convictions tout en créant—les syndicalistes aiment cette expression—un rapport de force tel que ces projets et ces convictions l'emportent? Marie-Claire je t'avais coupé la parole tout à l'heure.

M-C.C La question que tu poses est passionnante. Très rapidement, pour essayer d'intervenir sur plusieurs thèmes, l'État est le garant de l'intérêt général, donc il doit effectivement avoir un rôle de stratège et de planificateur. C'est ce que nous défendons à la CGT car c'est lui qui est capable de se projeter sur le long terme. À un moment, on ne pouvait plus parler de planification donc on disait « prévoir sur le long terme », mais aujourd'hui tout le monde parle de planification. Sauf qu'encore une fois, tout le monde ne met pas la même chose derrière ce mot-clé, il faut donc faire attention aux mots que nous utilisons.

Mais effectivement, on a besoin, à un moment donné, d'avoir une visibilité, d'avoir une vision, d'avoir un projet collectif partagé qui emmène tout le monde au même endroit. C'est à dire que nous devons savoir où nous allons pour pouvoir agir, y compris d'ailleurs sur les questions industrielles. On a besoin de prévoir dix, vingt, trente ans à l'avance!

On voit bien que concernant les questions de réchauffement climatique, il faut agir tout de suite pour constater des effets en 2050. Sans cette vision-là, on ne s'en sortira pas. Il y a d'ailleurs une chose dont on n'a pas parlé — je fais une petite parenthèse — mais concernant ces sujets-là, il y a une question centrale : celle de la recherche.

On parle d'économie circulaire et d'éco-conception, c'est à dire que dès le départ on va pouvoir imaginer un produit, avec des alliages de plus en plus compliqués que l'on va pouvoir séparer, réutiliser. On sait que dans le domaine de l'énergie, le jour où l'on saura stocker massivement l'électricité, on aura fait sauter ce verrou technologique, on aura fait un grand pas.

Donc il y a des tas de sujets qui ont besoin de recherche. Je dis ça parce qu'on va débattre au parlement d'une loi sur la recherche, et pratiquement tous les scientifiques montent au créneau en disant qu'elle n'est pas du tout à la hauteur et que la France est très en retard là-dessus.

Pour revenir sur l'idée de cette vision à long terme, qui a cette vision aujourd'hui? Où sont nos besoins? Ce sont les grands groupes! Ce sont les grands groupes qui produisent pour nos besoins! Et à l'aide de la publicité, ils suscitent des besoins, ils suscitent des désirs et ils suscitent des frustrations quand on ne peut pas satisfaire ces besoins-là. C'est-à-dire qu'il faut avoir le dernier iPhone, etc. Voilà! Aujourd'hui, ce sont les grands groupes qui dirigent. Là est la question: comment agir? Comment reprendre la main de manière démocratique et collective? L'État aurait des outils s'il le voulait. Comme Sanofi par exemple. Sanofi qui a augmenté ses bénéfices de 7 % pendant la crise du Covid, qui a versé 4 milliards à ses actionnaires et qui va supprimer mille emplois. Alors si l'État ne peut rien faire contre ça, à quoi bon avoir un État?

Ce n'est pas la peine qu'on ait un gouvernement s'il n'est pas capable de dire non à Nokia, qui à la fin rachète Alcatel — Alcatel est quand même un fleuron industriel français — on pourrait dire qu'il y a un peu une contradiction. Je ne pense pas que Macron fasse de la dialectique, mais il dit qu'il faut déployer massivement la 5G, je ne vais pas partir sur ce débat, mais Nokia va supprimer mille emplois, dont des gens qui bossent sur ce sujet justement. Alors si l'État ne peut rien là-dessus... Il a pourtant des outils! Il peut nationaliser les entreprises. Il peut entrer dans le capital des entreprises

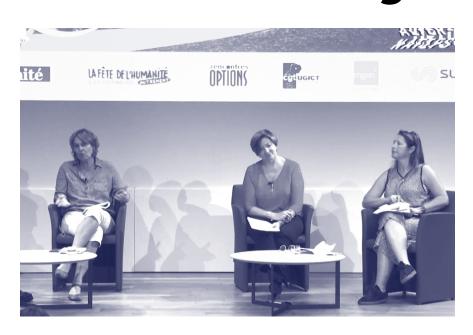
avec des golden shares, des actions qui permettent le blocage. Il peut faire des lois qui font que les salariés entrent dans les conseils d'administration à 50 % et aient un droit de veto. Il y a des tas de choses qu'il pourrait faire. Bien évidemment, on sait bien qu'on ne peut pas faire tout seul. Il y a des questions au niveau européen et au niveau mondial, je l'ai rappelé tout à l'heure. Les organismes au niveau mondial ont un rôle essentiel.

Je voudrais quand même rappeler qu'au sortir de la guerre, l'OIT a fait *l'Appel de Philadelphie* en disant qu'il n'y aura pas de paix dans le monde sans justice sociale! Mais il n'empêche qu'on peut agir au niveau d'un gouvernement et d'un pays. et il y a une question qui a été posée : « est-ce qu'on peut avoir un intérêt général dans une société de classe? ». Il me

semble qu'on pourrait dans la période que nous vivons avoir des alliances objectives de classe, parce que justement, si on revient au débat qu'on avait sur les inégalités sociales et les inégalités environnementales, eh bien elles sont étroitement liées. Donc là on peut avoir des intérêts convergents.

Je pense qu'il y a un véritable danger — enfin je ne sais pas comment le dire — mais on peut avoir un capitalisme vert. On peut très bien avoir un capitalisme, il faut que je trouve les mots pour le dire correctement et être bien comprise, qui aille sur les enjeux environnementaux avec moins d'État, en ouvrant de nouveaux marchés qui feront plus de marge, et ça peut très bien lui aller. Ça peut très bien lui aller. Par contre je pense qu'on n'a pas encore de capitalisme rouge, c'est-à-dire que c'est plus facile de discuter des enjeux environnementaux que du rapport capital/travail dans l'entreprise. Là il y a un véritable débat.

On peut avoir un capitalisme vert [...]
Par contre je pense qu'on n'a pas encore de capitalisme



A.D\_B Je vais rebondir sur ce que dit Marie-Claire sur le sur le capitalisme. Il me semble le sujet n'est pas le problème du capitalisme mais celui de l'intention. Le capitalisme, oui exactement mais pourquoi ? Ça ne me gêne pas qu'une entreprise gagne de l'argent et fasse du profit à partir du moment où il est utilisé à bon escient. Ce que je veux dire c'est que pour rebondir par rapport à ce que disait Marie-Claire, je pense qu'on peut avoir un capitalisme responsable qui se transforme complètement. C'est pour ça que je dis « quelle intention ? ». Le sujet n'est pas de gagner de l'argent ou de ne pas en gagner, mais c'est pourquoi on en gagne, pourquoi on prévoit l'avenir et comment on utilise cet argent ?

Reparlons de l'État stratège. Je suis pour un État stratège, mais un État stratège ça dépend de la stratégie mise en œuvre. Pour l'instant, la stratégie qui je pense commence à être partagée dans les mots mais pas dans les faits, qui consiste à dire que l'enjeu qui prévaut est la survie de l'humanité... Ça pourrait être le rôle de l'État stratège que de protéger ces populations à court, moyen et long terme face à l'enjeu climatique, eh bien aujourd'hui il est à la marge. Il l'est plus qu'il ne l'a été, mais il est à la marge. Donc oui un État stratège, mais quelle est la stratégie? Si on n'est pas dans une stratégie qui va dans le « bon sens », en tout cas dans le sens partagé de l'intérêt général, alors ce n'est pas un État stratège, et on est toujours dans un cadre où les entreprises imposent aujourd'hui leur vision. Le capitalisme se développe aujourd'hui à travers la vision et la stratégie des entreprises. Donc si la vision et la stratégie des entreprises va dans le sens d'un développement économique, de transformation de l'économie, alors pourquoi pas? On peut garder un capitalisme évidemment tant qu'aujourd'hui on n'a pas d'autre alternative.

On dit souvent à la fondation qu'on vient au développement durable par opportunité et qu'on y reste par conviction. Donc si on peut se dire qu'on transforme son modèle économique par opportunité parce qu'on va sur un capitalisme dit « vert » — je préfère qu'on parle de capitalisme responsable parce qu'il n'y a pas que le green qui est dedans et on peut tout intégrer— et que ca permet de transformer le monde, alors je ne demande qu'à y croire! Je suis prête à y croire. Ce que je veux dire par rapport à la contrainte, parce que je pense que ce sujet est important — doit-on contraindre, faut-il contraindre et comment contraindre—je pense que l'État stratège pour le coup a une responsabilité, c'est qu'aujourd'hui, dans un monde capitaliste, ce qui drive le développement, c'est la concurrence, et la concurrence ne peut être contrainte que par la réglementation. Le seul sujet pour transformer l'économie, et c'est le rôle de l'État, c'est la réglementation. Si on se met d'accord sur une réglementation qui va vers un développement économique responsable, on transforme l'économie et on transforme le capitalisme.

Je vais juste donner un exemple concret par rapport à ce sujet. On a promulgué début février une loi intitulée « loi anti-gaspillage et économie circulaire ». Dans cette loi, on va contraindre — c'est plus une amélioration de la gestion des déchets, mais il y a un ou deux points qui sont très importants — on va contraindre les fabricants à payer une éco-contribution aux éco-organismes. C'est déjà le cas, mais cette éco-contribution va devoir développer ce qu'on appelle un fonds réemploi et un fonds réparation. Ça veut dire que quand on va demain avoir des produits réparables, parce qu'il y aura un indice de réparabilité sur un bien — vous savez que les produits

électroniques qu'on achète aujourd'hui ont un indice énergétique— eh bien demain il y aura un indice de réparabilité obligatoire. Ça veut dire que si vous avez un produit réparable, 30 % du prix de la réparation seront payé par cet éco-contribution payée par les fabricants au départ. On va donc réduire le coût de la réparation — idem pour leur réemploi — pour les personnes qui aujourd'hui sont freinées pour réparer puisque le coût de la réparation est plus cher que le coup du neuf. Ca veut bien dire que la réglementation, dans ce cadre-là, peut faire inverser, je l'espère, le fait que plutôt que de racheter un produit venant de très loin pas cher, on va pouvoir contribuer au financement de la réparation, et donc transformer le modèle économique et faire qu'on puisse aller vers cette transformation. Ce gain concernerait tout le monde, y compris évidemment les personnes qui aujourd'hui ne peuvent pas se payer une réparation parce que ça coûte plus cher que d'acheter un produit qui vient de très loin : suivez mon regard. Ce que je veux dire, c'est que j'ai un peu de mal à croire que l'on va changer les choses sur une base purement volontaire. Je n'y crois pas. Je vous renvoie à l'excellent livre d'un neuroscientifique qui s'appelle Sébastien Bohler intitulé *Le bug humain* dans lequel il explique pourquoi en tant qu'humains — le désir, notre cerveau, la façon dont on fabrique — on ne peut pas aller vers une transformation volontaire unique si on n'a pas de contrainte globale et un projet global.

Je pense donc qu'on peut le faire si on a un projet partagé. L'État pourrait aller dans ce projet et contraindre l'économie à changer par la réglementation, et permettre à tous d'accéder aux biens et à tout ce qu'on peut avoir aujourd'hui et demain.

P.T Merci. On me fait signe qu'il y a d'autres interventions. Je suis un animateur heureux car en général il faut supplier les gens pour avoir des interventions mais là il y en a presque trop.

Fabienne, cet État stratège, si j'ai bien compris ton intervention précédente, ça ne peut pas être un État stratège surplombant. Il faut qu'il change de nature. Est-ce que tu peux préciser?

F.T Ce que je voudrais faire remarquer, c'est que la notion même d'État stratège est multiple. En fait, l'État est stratège et l'a toujours été, mais pas forcément de la même manière au cours du temps. Il développe aujourd'hui une stratégie très claire, en faveur du capital et de l'entreprise. J'insiste sur le fait que, pour cette raison, il n'a pas une nature bonne a priori. L'État ne va pas a priori défendre l'intérêt général s'il n'y a pas — à mon avis — une poussée démocratique qui aille dans ce sens-là. C'est pourquoi toute la vie démocratique, au travers du tissu associatif, de la multiplicité des acteurs, pas seulement l'État ou les fonctionnaires, mais tous les ensembles de collectivités territoriales, par exemple, et les entreprises aussi, ont un rôle à jouer dans la manière dont on vit en société et dans la façon de gérer les enjeux de transition écologique à proprement parler.

Je voudrais revenir sur un point évoqué précédemment, une critique concernant l'État stratège et les technocrates. Je ferai remarquer qu'on peut

faire la critique d'une technocratie de l'État, enfin de la fonction publique en général, mais je pense aussi qu'il y a une certaine technocratie dans les entreprises. On a souvent tendance à plus pointer du doigt les problématiques quand elles sont liées aux agents publics, mais le fonctionnement des grandes entreprises n'est pas si différent du fonctionnement des grandes administrations, et derrière ces grandes administrations, ces quelques décideurs, il y a énormément d'agents. Nous sommes 75 000 à travailler sur des missions de transition écologique, dont beaucoup ont une éthique professionnelle très forte. Beaucoup ont une technicité qu'ils ont envie de mettre au service d'un travail qui ait du sens pour eux. Beaucoup sont aussi conscients des enjeux de la transition écologique, et je pense qu'on ne peut pas faire une critique a priori de l'État et de ses services aujourd'hui.

## L'État ne va pas a priori défendre l'intérêt général s'il n'y a pas une poussée démocratique qui aille dans CE SENS.

Ensuite, concernant la réglementation et le capitalisme, j'avoue être plus sceptique quant à la possibilité d'un capitalisme qui serait compatible avec les enjeux de la transition énergétique, car ça voudrait dire qu'il se rabattrait un peu sur sa volonté de profit, et dans l'état actuel ce n'est à mon avis pas gagné, parce qu'il est quand même très dominant en l'état. Il faudrait une grosse poussée pour arriver à le faire changer. Et dans sa nature et son mode de fonctionnement actuels, rien ne permet d'aller vers cette situation, parce qu'aujourd'hui toutes les lois qui ont été adoptées, dans le cas de la France, par nos derniers gouvernements, ne sont pas en faveur de plus de transparence, de plus de possibilités d'intervention des salariés dans la vie de l'entreprise. Elles ne favorisent pas non plus l'intervention des pouvoirs publics locaux. Une entreprise se trouve sur un territoire, elle s'y installe, elle consomme et elle va utiliser le territoire, elle va rendre aussi aux territoires des déchets parfois, et comment la collectivité a-t-elle le droit de regard sur ce qui se passe? Il y a une grande marge de progrès je pense.

Je ne vais pas la développer, mais j'ai quand même une petite anecdote à partager sur la réglementation. Rappelons-nous du récent accident de Lubrizol. Il y avait une réglementation, mais de manière assez perverse, les gouvernements successifs se sont échinés à déconstruire cette réglementation de manière assez pernicieuse, sans avoir l'air d'y toucher si je puis dire, et ont donné les moyens aux préfets de s'en affranchir d'une certaine manière, en biaisant un petit peu, et on en est arrivé à un incident technologique majeur.

Par ailleurs, l'État stratège a aussi le moyen d'être stratège dans le sens de l'intérêt général s'il a les moyens pour le faire, mais il y a quand même de grosses questions qui se posent en termes de moyens publics pour arriver à ses fins. Encore une fois je prends l'exemple de mon ministère, nous étions 120 000 lorsque je suis arrivée, aujourd'hui nous sommes 75 000. Ce ministère est totalement émietté en entités de type établissements publics qui sont responsabilisés sur leurs budgets, dans lesquels on contractualise. Je n'ai pas d'exemple positif où ça se fait en faveur des conditions de travail

des personnels, en faveur du portage des missions. C'est notamment le cas de toutes les agences de l'environnement qui sont extrêmement précaires et précarisées. Il y a donc beaucoup à faire. Encore une fois je pense que la société civile doit s'en mêler, que les associations doivent s'en mêler et que dans l'entreprise les salariés et les agents doivent s'en mêler de manière tout à fait démocratique. Pour l'instant, ce n'est pas le sens que ça prend et il y a de grosses batailles à mener. Nous étions en mobilisation hier—c'est une relance de la mobilisation après un été difficile— mais franchement il y a des raisons de le faire. Je voudrais évoquer un dernier point. L'état stratège dépend aussi de nos gouvernants, et ces gouvernants, c'est nous qui les élisons, il y a donc aussi un enjeu et des interrogations à avoir de ce côté-là.

## Caroline Blanchot

(Modératrice - membre du bureau de l'Ugict-CGT)

Nous avons trois questions qui ouvrent un petit peu sur la suite en cette fin au débat :

- Est-ce que la désobéissance civile peut transformer les choses ?
- Ya-t-il une vraie indépendance, notamment financière, des ONG quand elles s'expriment sur ces sujets ?
- Que reste-t-il véritablement des marges de manœuvre des États-nations dans une économie mondialisée ?

P.T C'est formidable, on a trois sujets pour les trois prochaines rencontres d'Options. Je suis écrasé par la masse de sens que ces questions requièrent. Je suis très content d'être à ma place et pas à la vôtre, néanmoins on va essayer de s'en sortir. Je vais vous demander de réagir relativement rapidement parce qu'il faut qu'on termine si j'ai bien compris à 12 h 30 pour des raisons techniques impératives. J'aimerais ajouter deux grains de sel qui me semblent peut-être compléter un peu ces trois questions, ou au moins la première sur l'efficacité de la désobéissance civile. Est-ce que plus largement, l'efficacité du mouvement démocratique n'est pas largement dépendante des garanties individuelles qui sont accordées aux travailleurs dans les entreprises, qui sont quand même beaucoup plus fragiles que celles du citoyen dans la cité? C'est plus facile d'exprimer une opinion dans la rue que dans son entreprise. Et est-ce que ça n'a pas à voir de manière étroite avec le statut même des entreprises ? On a beaucoup parlé du capitalisme et de l'entreprise. Alors le capitalisme est là, s'il y a un système qui un jour est appelé à le remplacer, il n'est pas là, il faut donc faire avec celui qui est là. Est-ce qu'il n'y a pas des pressions très fortes à exercer sur le statut même de l'entreprise, qui est le lieu où se déroulent les rapports conflictuels entre le travail et le capital, qui le rémunère le moins possible comme chacun sait? On ne change pas une équipe qui gagne, Marie-Claire...

M-C.C Je vais peut-être commencer par la fin parce que le tu parles du rapport travail-capital. Il faut quand même avoir quelques chiffres en tête. Je crois qu'en 25 ans, la partie qui est donnée entre le capital et le travail a été multipliée par 5 pour le capital. La valeur dans la plus-value qui est créée est passée de 5 à 25 %. Ce partage est complètement inégal. l'avais fait le calcul : lorsqu'on travaille une année, au bout

Le capitalisme [...] c'est la famille Mulliez qui met Alinéa en redressement judiciaire, qui licencie les gens et qui rachète Alinéa

de quatre ou cinq mois grosso modo — bien évidemment ce sont des généralités — on travaille pour un fonds de pension américain. La question est là par rapport au capitalisme. Bien entendu, avec des rapports de force, y compris des rapports de forces diverses, on parle de désobéissance civile—il y a des choses nouvelles à inventer par rapport aux marques des entreprises ou des choses comme ça auxquelles elles sont très sensibles, mais ce sont toujours des questions de rapport de force — on peut arriver à changer des choses, à modifier les choses. Tu parlais Anne de contraindre l'économie à changer, donc si elle change peut-être qu'on va en sortir de ce capitalisme. Si ca change, ce n'est peut-être plus du capitalisme. Parce qu'aujourd'hui le capitalisme c'est Bridgestone qui met la clef sous la porte et 1500 personnes dehors, c'est la famille Mulliez qui met Alinéa en redressement judiciaire, qui licencie les gens et qui rachète Alinéa. C'est quand même un capitalisme très débridé et très sauvage, très prédateur, donc effectivement on peut arriver à le contraindre et à le changer mais je pense qu'il va falloir des rapports de force qui sont extrêmement importants.

Je vais retomber sur ta question. Je rejoins ceux qui disent qu'il y a un transfert d'hégémonie et de pouvoir entre l'État et l'entreprise. L'entreprise a un rôle de plus en plus central, ce qui nous pose des questions particulières en tant qu'organisations syndicales, en tant que représentants justement des salariés. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'à chaque fois qu'on se bat pour avoir des droits dans l'entreprise, c'est un veto du patronat.

Je me souviens de conférences sociales, à l'époque de Pierre Gattaz, lors desquelles on exigeait des droits pour les salariés dans l'entreprise. Qu'on soit citoyen à l'extérieur de l'entreprise c'est bien, mais dans l'entreprise aussi on doit être citoyen. La démocratie sociale doit jouer. Et lors de ces conférences, il montait quasiment sur la table! Qu'on puisse parler des conditions de travail, qu'on puisse être dans les CHSCT et parler de ce genre de choses, pourquoi pas, mais des stratégies des entreprises non! Ça c'est nous! C'est nous qui avons l'argent donc l'entreprise est à nous! Donc effectivement le débat que tu poses, il est extrêmement important : qu'est-ce qu'une entreprise? À qui appartient-elle? Est-ce qu'elle? appartient uniquement à ceux qui apportent le capital ou est-ce qu'elle appartient aussi à ceux qui font le travail ? Effectivement le dirigeant dit « c'est moi qui amène le capital! ». Oui d'accord mais sans le travail il ne ferait rien. Son entreprise sans les salariés ne serait rien. Donc c'est un véritable débat, mais je pense que là effectivement, ce sera pour une autre journée d'Options, et je crois d'ailleurs qu'il y a déjà eu un débat d'Options d'une journée sur ces questions-là, à savoir « qu'est-ce qu'une entreprise et comment peut-on la transformer? ». Sophie me fait oui de la tête mais je crois qu'il y a déjà eu toute une journée d'Options consacrée à ce sujet.

A.D B Sans salariés l'entreprise n'est rien, sans ressources naturelles l'entreprise n'est rien. Le premier fournisseur de l'entreprise, c'est la nature. Et en plus, il est gentiment gratuit! Je pense qu'il est important qu'on voit qu'on ne paye pas aujourd'hui l'extraction des ressources et le renouvellement des ressources. On paye en gros la façon de l'extraire et de l'acheminer. Donc qui paye pour ce qui va être renouvelé et pour ce que la nature va faire — ou pas — naturellement? Je rebondissais simplement sur cette question : qu'est-ce que ça veut dire capitalisme? On amène le capital, oui, mais quel capital? Donc ne revenons pas là-dessus mais c'est hyper important. Je me rappellerai toujours de ce jour au cours duquel on avait fait au CESE il y a quelques années un avis sur l'avenir de l'automobile, et je posais cette question: comment anticipez-vous la raréfaction des ressources naturelles? Un dirigeant d'une entreprise très connue m'a dit « nos acheteurs négocient de très bons contrats ». Très bien... Ils négocient de très bons contrats avec la nature face à la raréfaction des ressources. Je vous la fais courte, mais c'est pour vous dire leur façon de réfléchir à la façon de créer de la valeur et sur quoi on crée de la valeur. La création de valeur est vraiment importante. Sans salariés l'entreprise n'est rien,
Sans Sans salariés n'est rien,
Sans Sans salariés n'est rien,
Le salariés n'est rien.
Le premier fournisseur de l'entreprise, c'est la nature.

Alors pour répondre à la question sur la désobéissance civile — ou pour ne pas répondre—je crois qu'il y a aujourd'hui plein de façons d'agir et que les citoyens s'emparent de ces sujets, desquels on se sent plus ou moins proche. Mais regardez aujourd'hui par rapport au monde des entreprises. J'étais extrêmement intéressée par la montée des sujets liés... Par exemple, une association comme « Pour un réveil écologique » et d'autres organisent leurs adhérents en tant que futurs salariés en disant qu'ils ne vont pas aller travailler — mettre leur valeur entre guillemets — dans n'importe quelle entreprise. Ils ont des exigences vis-à-vis de ceux pour qui ils vont travailler. Alors c'était plus facile pour ceux qui sortaient de certaines entreprises, et donc ils ont créé un mouvement, mais ça veut dire qu'ils créent un rapport de force en disant « on veut bien venir travailler chez vous en tant qu'ingénieurs, mais nous avons des exigences ». Toutes ces formes de mobilisation citoyenne que l'on voit dans la rue etc. sont et créent ces rapports de force. C'est vraiment important. La désobéissance civile est une des façons de faire du rapport de force, mais en tout cas changer de mode de consommation est une forme de désobéissance « consommatrice ».

Sur l'indépendance des ONG, jusqu'à présent, et en tout cas si je veux parler de la mienne, nous sommes aussi financés par des entreprises, et ça ne nous a jamais empêchés de dire ce qu'on devait dire sur ces sujets, et nous avons toujours fait des propositions. Maintenant nous sommes évidemment dans un système dans lequel les associations sont aujourd'hui extrêmement fragilisées — comme beaucoup, comme des entreprises, comme l'emploi — mais les associations aussi sont fragilisées car les cotisations sont réduites, et garder un rapport de force est extrêmement important. On doit garder ce rapport de force.

Fabienne, assez rapidement parce qu'on me dit « cinq minutes » depuis déjà quatre minutes...

F<sub>•</sub>T Alors je vais être rapide, d'autant que la question est encore une fois assez difficile. Je pense que la désobéissance civile est la bienvenue, parce qu'on est dans des temps de confrontation vraiment très durs, je trouve. On a subi un virage dans la possibilité des salariés de s'exprimer ou même des citoyens d'intervenir avec les lois d'urgence. C'est assez compliqué aujourd'hui ne serait-ce que de manifester normalement en France, donc il faut trouver d'autres chemins. Ça a l'avantage de marquer l'opinion publique, et je pense aussi que ça a un effet d'entraînement sur la mentalité de ceux qui se rendent compte de ce qui se passe. Donc c'est pour moi très positif. Je citerai aussi le cas des lanceurs d'alerte, qu'il ne faut pas oublier. Ils ont pris des risques terribles pour leur vie, pour leur vie de famille. Ils sont d'une utilité sociale énorme, y compris dans la fonction publique, et ils ne sont pas protégés. On a des cas comme Anthony Smith, qui lui n'est pas lanceur d'alerte, mais qui a simplement voulu faire vivre son éthique professionnelle et faire son métier, et s'est retrouvé sanctionné. Il y a Laura Pfeiffer qui n'est pas reconnue pour le travail qu'elle a fait. Toutes les formes de mobilisation sont à pousser, à consolider. Je pense qu'on ne peut pas faire autrement.

Un dernier point au sujet de l'économie mondialisée. Je voulais prendre le cas de l'Europe. C'est un marché économique, mais il y a aussi parfois des atouts à aller chercher en Europe. Je veux juste donner un exemple qui ne concerne pas la transition écologique mais les conditions de travail. Il y a des réglementations qui servent les salariés, qu'ils soient du public ou du privé, et parfois on oublie de s'en saisir. Je vais citer par exemple la directive sur le télétravail de 2002, dont on essaie de s'affranchir dans notre ministère, au détriment des salariés. Il faut prendre des points d'appui et il faut lutter pour le reste.

Merci à toutes les trois de votre participation à cette seconde table ronde de ces rencontres d'Options, masquées et tout à fait originales.



• Pour la première fois, les rencontres Options se sont déroulées au cœur de la Fête de l'Humanité.

Organisée par l'Ugict-CGT cette journée de débats croisant les paroles de spécialistes, scientifiques, militants et syndicalistes a eu lieu dans l'espace de conférence de la MGEN square Max Hyman et avait pour thème central la question:

comment
travailler,
produire,
consommer
et vivre
autrement



